

**ARRÊTÉ N° 2024-021**  
**AUTORISANT LE DEVERSEMENT DES**  
**EAUX PLUVIALES DE LA GARE LE**  
**BLANC MESNIL DU GRAND PARIS**

**EIFFAGE CONSTRUCTION**  
**19 rue Mozart**  
**92110 CLICHY**

**Pour ses installations situées 55-63**  
**avenue de la Division Leclerc au**  
**BLANC-MESNIL (Gare LBM)**

**Dans le réseau public d'assainissement**  
**du territoire Paris Terres d'Envol**

**Coordonnées du demandeur**  
**Monsieur Soren BELKEBIR**  
**Conducteur de Travaux**  
**Eiffage Construction Equipement**  
**19 rue Mozart – 92210 CLICHY**  
**06 46 46 54 68**

**Le Président de l'établissement public territorial PARIS TERRES D'ENVOL,**

**Vu** les articles L1331-1 à L1331-10 et L1337-2 du code de la santé publique ;

**Vu** l'article L 213-10-2 du code de l'environnement modifié par l'article 84 de la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 ;

**Vu** les articles L. 2224-8, L. 2224-9, L3451-1, L3451-3, R. 2224-19 R. 2224-19-1, R. 2224-19-6 du code général des collectivités territoriales ;

**Vu** le décret n°2007-1467 du 12 octobre 2007 relatif au livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2kg/j de DBO5 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 24 août 2017 modifiant les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** le règlement d'assainissement adopté par le Conseil Départemental de Seine Saint Denis ;

**Considérant** les avis émis sur la demande d'autorisation de déversement d'eaux usées non domestiques par :

- Le département de la Seine Saint Denis en date du 22/07/2024

**Considérant** le rejet des eaux d'exhaure dans le réseau territorial d'eaux pluviales du Parc Jacques Duclos et non dans le réseau unitaire territorial avenue de la Division Leclerc,

## ARRÊTE

### ARTICLE 1 – OBJET DE L'AUTORISATION

#### EIFPAGE CONSTRUCTION EQUIPEMENT

19 rue Mozart  
92110 CLICHY

Pour ses installations situées 55-63 avenue de la Division Leclerc au BLANC-MESNIL

dénommé **l'Etablissement** dans la suite du présent arrêté est autorisé dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux pluviales dans le réseau territorial d'eaux pluviales du Parc Jacques Duclos au Blanc-Mesnil qui rejoint le réseau départemental d'eaux pluviales de l'avenue Albert Einstein puis la Morée (rivière gérée par le Département de la Seine-Saint-Denis) qui rejoint la Seine en aval.

Les eaux spécifiquement utilisées pour le bétonnage sur site devront être rejetées dans le réseau unitaire territorial avenue de la Division Leclerc au Blanc-Mesnil.

L'établissement public territorial Paris Terres d'Envol est maître d'ouvrage du réseau territorial d'assainissement et responsable du service public d'assainissement territorial.

Dans la suite du document, il est dénommé **Paris Terres d'Envol**.

### ARTICLE 2 – CARACTERISTIQUE DES REJETS

#### A. Prescriptions générales

Sans préjudice des lois et règlements en vigueur, les eaux rejetées doivent :

- Être neutralisées à un pH compris entre 5,5 et 8,5. En cas de neutralisation alcaline, le pH peut être compris entre 5,5 et 9,5 ;
- Être ramenées à une température inférieure ou au plus égale à 30°C ;
- Présenter un rapport de biodégradabilité (DCO/DBO5) inférieur à 2,5 ;
- Ne pas contenir de matières ou de substances susceptibles de :
  - Colorer anormalement les rejets
  - Porter atteinte à la santé du personnel qui travaille dans le système d'assainissement ;
  - Endommager le système de collecte et de transport, la station d'épuration et leurs équipements connexes ;
  - Entraver le fonctionnement de la station d'épuration des eaux usées et le traitement des boues ;
  - Être à l'origine de dommages à la flore ou à la faune aquatique, d'effets nuisibles sur la santé ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades...) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics ;
  - Empêcher l'évacuation des boues en toute sécurité d'une manière acceptable pour l'environnement.
- Respecter les prescriptions du règlement de service de l'Assainissement de l'EPT et du règlement de l'assainissement Départemental.

#### B. Prescriptions particulières

Les eaux rejetées ne doivent pas contenir les substances visées par le décret n° 2005-378 du 20 avril 2005, ni celles figurant à l'annexe V de l'arrêté du 22 juin 2007, dans des concentrations susceptibles de conduire à une concentration dans les boues issues du traitement ou dans le milieu récepteur supérieure à celles qui sont fixées réglementairement.

Les eaux rejetées devront en particulier respecter les prescriptions particulières suivantes :

Paramètres	Concentrations moyennes journalières maximale (mg /l)
Demande Chimique en Oxygène (DCO)	300 mg/l
Demande Biologique en Oxygène à 5 jours (DBO5)	100 mg/l
Matières En Suspension (MES)	100 mg/l
Azote global (NGL)	30 mg/l
Phosphore total (Pt)	10 mg/l

Quel que soit le réseau

Paramètres	Concentrations moyennes journalières (mg /l)
Métaux totaux (Pb + Cu + Cr + Ni + Zn + Sn + Cd + Hg + Fe + Al)	15 mg/l
Indice phénols	0,3 mg/l
Cadmium (en Cd)	0,2 mg/l
Benzène	0 mg/l
Toluène	4 mg/
Éthylbenzène	1,5 mg/l
Xylène	1,5 mg/l
Manganèse	0,05 mg/l
Mercure (en Hg)	0,05 mg/l
Chrome hexavalent et composés (en Cr)	0,1 mg/l
Plomb et composés (en Pb)	0,5 mg/l
Cuivre et composés (en Cu)	0,5 mg/l
Chrome et composés (en Cr)	0,5 mg/l
Nickel et composés (Ni)	0,5 mg/l
Zinc et composés (en Zn)	2 mg/l
Fer, aluminium et composés (en Fe + Al)	5 mg/l
AOX	1 mg/l
Composés Organiques Halogénés Volatils (COHV)	1 mg/l
Hydrocarbures totaux	10 mg/l
Sulfates	400 mg/l
Chlorures	500 mg/l
HAP	0,05 mg/l
PCB	0,05 mg/l

### ARTICLE 3 – CONDITIONS TECHNIQUES DU DEVERSEMENT

#### Nature des rejets et débits

La principale activité de l'Etablissement est la construction de la gare du Blanc-Mesnil de la ligne 16 du Grand Paris Express.

Les eaux pluviales de ruissellement peuvent être souillées par le lessivage des sols avec présence de coloration ou de fines de ciments, terres. Les eaux utilisées pour le bétonnage sont issues du réseau d'eau potable.

Le déversement des eaux pluviales et eaux utilisées pour le bétonnage sur site en provenance du chantier se fera avec un débit régulé à 7l/s, soit 25.2 m³/h.

L'Etablissement devra mettre en place des compteurs de débits afin de comptabiliser les volumes réellement rejetés au réseau public.

#### Plan des réseaux internes de collecte

L'Etablissement déversera ses eaux pluviales dans le réseau d'assainissement d'eaux pluviales du parc Jacques Duclos au Blanc-Mesnil.

Le raccordement à ce réseau devra passer par le branchement existant d'eaux pluviales.

L'Etablissement prendra toutes les dispositions nécessaires d'une part pour s'assurer que l'état de son réseau intérieur est conforme à la réglementation en vigueur et d'autre part pour éviter tout rejet intempestif susceptible de nuire soit au bon état, soit au bon fonctionnement du réseau d'assainissement, et le cas échéant, des ouvrages de dépollution, soit au personnel d'exploitation des ouvrages de collecte et de traitement.

L'Etablissement devra entretenir convenablement ses canalisations de collecte d'effluents et procéder à des vérifications régulières de leur bon état.

#### Produits utilisés par l'Etablissement

L'Etablissement devra se tenir à la disposition de Paris Terres d'Envol pour répondre à toute demande d'information quant à la nature des produits utilisés. A ce titre, les fiches « produit » et les fiches de données de sécurité correspondantes peuvent être consultées par Paris Terres d'Envol sur demande.

#### Traitement préalable aux déversements

L'Etablissement est équipé des dispositifs de prétraitement avant rejet suivants :

- un hydrotube enterré de 170 m<sup>3</sup> (dimensionné pour contenir une pluie décennale)
- un séparateur à hydrocarbures

### **ARTICLE 4 – DUREE DE L'AUTORISATION**

L'Etablissement Eiffage Construction Equipement est présent sur le site depuis le 21 juillet 2023 à la suite du départ du lot Génie Civil.

Le présent arrêté établi pour régulariser le rejet du site LBM est valable jusqu'au **21 juillet 2025**.

Si l'Etablissement désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande à la Direction de l'Eau et l'Assainissement de Paris Terres d'Envol, par écrit, 3 mois avant la date d'expiration du présent arrêté.

En dessous de ce délai et si l'instruction de ce renouvellement se prolonge au-delà de la validité de la présente autorisation, la Direction de l'Eau et l'Assainissement se réserve le droit de faire interrompre le rejet le temps de cette instruction.

### **ARTICLE 5 – CONDITIONS FINANCIERES**

Le Département de la Seine-Saint-Denis et l'EPT Paris Terres d'Envol n'appliquent pas de redevance pour le rejet d'eaux pluviales dans le réseau public.

Pour les eaux provenant du réseau d'eau potable, cette redevance est réputée payée dans le cadre de la facturation par le distributeur d'eau. L'établissement n'a pas fait de déclaration préalable à l'instruction du présent arrêté d'autorisation de déversement temporaire pour les eaux provenant du réseau d'eau potable permettant de justifier un volume déversé au réseau d'assainissement inférieur au volume d'eau consommé. Aussi, aucune demande de dégrèvement ultérieure ne sera recevable.

## ARTICLE 6 – AUTOSURVEILLANCE

L'Etablissement est responsable, à ses frais, de la conformité de ses rejets au regard des prescriptions du présent arrêté.

Chaque ouvrage et installation de prélèvement est équipé de moyens de mesure ou d'évaluations appropriées du volume prélevé.

L'exploitant doit spécifier les différents volumes d'eaux rejetés pour chaque type d'eau : eaux pluviales souillées et eaux de process (utilisées pour le bétonnage).

Les moyens de mesure et d'évaluation du volume prélevé doivent être régulièrement entretenus, contrôlés et, si nécessaire, remplacés de façon à fournir en permanence une information fiable.

Le demandeur consigne sur un registre les éléments du suivi de l'exploitation de l'installation de prélèvement :

- Les volumes prélevés quotidiennement ;
- Les incidents survenus au niveau de l'exploitation.

### Surveillance des dispositifs de traitement avant rejet :

Description des installations en place :

Chaque ouvrage de traitement sera inspecté à fréquence régulière, et entretenu de manière à être en permanence opérationnel suivant ses caractéristiques et ses performances annoncées. Un cahier d'exploitation sera tenu à jour pour chaque ouvrage. Chaque intervention ou vérification devra être consignée. Les bordereaux de suivi des déchets y seront conservés. Ce cahier sera tenu à disposition des agents des services publics de l'assainissement.

Entretien et élimination des déchets :

L'établissement a l'obligation de maintenir en permanence ses installations de pré-traitement/récupération en bon état de fonctionnement. Pour cela, les regards de vidange doivent être parfaitement accessibles. Ils seront suffisamment grands pour permettre le nettoyage et les éventuelles opérations de maintenance à effectuer sur l'appareil.

L'installation récupérant les boues/les hydrocarbures devra être vidangée et curée régulièrement, au minimum annuellement, en fonction de son utilisation et de sa capacité de rétention. Les boues/les hydrocarbures, stockés sur rétention, doivent être évacués en tant que déchets industriels spéciaux et confiés à une société agréée qui assurera leur élimination ou leur valorisation dans les conditions réglementaires en vigueur.

Les by-pass qui permettent d'isoler l'appareil doivent être évités.

### Surveillance de la qualité des rejets :

Mesures à effectuer :

- Une mesure de débit, de pH de l'effluent rejeté sera faite et devra pouvoir être communiquée à tout moment aux gestionnaires des réseaux d'assainissement.
- Les paramètres du tableau de l'article 2-B seront analysés **mensuellement** en laboratoire agréé sur un prélèvement en un point représentatif du rejet global au réseau d'assainissement. Le paramètre Sulfates devra être analysé toutes les deux semaines.

Transmission des données obtenues :

En cas de non-conformité du rapport d'analyse transmis par le laboratoire, l'établissement devra arrêter ce déversement et mettre en place un dispositif de prétraitement adéquat et bien dimensionné au regard de la pollution à traiter.

Les rapports d'analyse doivent être transmis tous les mois. Ce programme d'auto-surveillance pourra être modifié sur la période, en fonction des résultats obtenus.

La dernière transmission de l'année sera accompagnée d'un bilan comportant :

- Le volume d'eau rejeté annuellement au réseau d'assainissement.
- Les résultats d'auto-surveillance.
- La consommation en eau potable pour chaque usage.

Il conviendra d'envoyer les résultats d'analyse des eaux aux gestionnaires d'assainissement dont les contacts apparaissent ci-dessous.

#### Contacts

Contact établissement	Téléphone	Courriel
EPT Paris Terres d'Envol	0 800 10 23 13	<a href="mailto:contact.usager@paristde.fr">contact.usager@paristde.fr</a>
Département de Seine Saint Denis DEA Bureau Qualité des Eaux 93 006 BOBIGNY Cédex	01.43.93.68.33 ou 01.43.93.68.41	<a href="mailto:autosurveillance-rejet@seinesaintdenis.fr">autosurveillance-rejet@seinesaintdenis.fr</a>

#### Contrôle

Paris Terres d'Envol et le Département de Seine-Saint-Denis pourront effectuer, à leurs frais et de façon inopinée, des contrôles de débit et de qualité. Les résultats seront communiqués au l'Etablissement.

L'Etablissement facilitera l'accès des agents de Paris Terres d'Envol et du Département de Seine-Saint-Denis, ou des personnes mandatées par ce service, à ses installations pour leur permettre d'effectuer toute inspection ou prélèvement nécessaire à l'exercice de leur mission de contrôle du bon respect des termes de la présente autorisation. Ces contrôles ont lieu de façon inopinée.

Paris Terres d'Envol et le Département de Seine-Saint-Denis pourront faire supporter les frais du contrôle par l'auteur du déversement si au moins une analyse démontre que les eaux rejetées ne sont pas conformes aux prescriptions, sans préjudice des sanctions prévues dans le règlement d'assainissement.

Paris Terres d'Envol et le Département de Seine-Saint-Denis (ainsi que les organismes et laboratoires d'analyses appelées à intervenir dans le cadre de ces contrôles) s'engagent à respecter le caractère confidentiel des résultats d'analyses, notamment pour préserver certains secrets de fabrication de l'Etablissement.

#### **ARTICLE 7 – NON-RESPECT DES CONDITIONS D'ADMISSION**

L'Etablissement prend les mesures nécessaires pour prévenir les risques de déversement de produits dangereux et pour limiter les conséquences d'un déversement accidentel.

L'Etablissement s'engage à alerter immédiatement Paris Terres d'Envol, ainsi que le Département, en cas de risque :

- Soit d'un rejet non conforme, à la suite d'un dysfonctionnement du prétraitement éventuel ou non (mesures in situ, autosurveillance, observations...);
- Soit d'un rejet accidentel de produits toxiques ou corrosifs, ou susceptibles de provoquer des dégagements gazeux.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées par la présente autorisation, l'Etablissement est tenu de :

- Prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Paris Terres d'Envol pour une autre solution ;
- Isoler son réseau d'évacuation d'eaux si le dépassement fait peser un risque grave pour le milieu naturel, ou sur demande justifiée de Paris Terres d'Envol.

L'Etablissement précisera la nature et la quantité du désordre constaté. Il mettra tout en œuvre pour le faire cesser sans délai. Avant la reprise du rejet, l'Etablissement en demandera l'autorisation au gestionnaire après avoir démontré le retour à une situation normale et les moyens engagés pour éviter un nouveau dysfonctionnement.

Pour cette alerte, les contacts sont les suivants :

**Etablissement public territorial Paris Terres d'Envol**

Direction de l'Eau et l'Assainissement

0 800 10 23 13 – [contact.usagers@paristde.fr](mailto:contact.usagers@paristde.fr)

**Département de Seine-Saint-Denis**

Direction de l'Eau et de l'Assainissement  
Service Hydrologie Urbaine et Environnement

Bureau Qualité des Eaux

01 43 93 65 00

Si nécessaire, Paris Terres d'Envol se réserve le droit de :

- a) N'accepter dans le réseau d'assainissement territorial d'eaux pluviales que la fraction des eaux correspondant aux prescriptions définies dans la présente autorisation ;
- b) Prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du ou des branchements en cause, si la limitation des débits collectés, prévue au a) précédent, est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ces cas, Paris Terres d'Envol :

- Informera l'Etablissement de la situation et de la ou les mesures envisagées, ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- Le mettra en demeure d'avoir à se conformer aux dispositions définies dans la présente autorisation avant cette date.

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par la Direction de l'Eau et l'Assainissement du fait du non-respect des conditions d'admission, en particulier, des valeurs limites définies par la présente autorisation, et ce dès lors que le lien de causalité entre la non-conformité des dits rejets et les dommages subis par la Direction de l'Eau et l'Assainissement aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par la Direction de l'Eau et l'Assainissement et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par celle-ci.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

En cas de dépassement de seuil sur le paramètre sulfates établi à 400 mg/l, si des désordres étaient constatés sur le système d'assainissement, tels que des émanations de gaz soufrés engendrant un danger pour le personnel exploitant, le rejet sera immédiatement arrêté et l'établissement devra mettre en place un dispositif pour améliorer cette situation, soit par la mise en route d'un dispositif de prétraitement, soit par l'injection de réactif pour éviter les phénomènes de fermentation.

Les contraventions à la présente autorisation feront l'objet d'un signalement écrit à l'Etablissement et seront poursuivies conformément aux lois.

**ARTICLE 8 – CARACTERE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement devra en informer Paris Terres d'Envol

Toute modification apportée par l'Etablissement, et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet, doit être portée à la connaissance de Paris Terres d'Envol. Une nouvelle autorisation de déversement au réseau public d'assainissement pourra alors être établie en tenant compte de l'évolution des activités du site, des modifications éventuelles apportées au système d'assainissement et de l'évolution de la réglementation en annulant de fait la précédente.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables aux services publics d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police

de l'eau, les dispositions de la présente autorisation pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive.

Une ampliation du présent arrêté sera adressée :

- Monsieur le Président du Conseil Départemental de la Seine-Saint-Denis
- La Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports (DRIEAT), service Police de l'eau, cellule Petite Couronne
- Monsieur le Maire du Blanc-Mesnil

Fait à Aulnay-sous-Bois, le **09 SEP. 2024**

  
**Bruno BESCHIZZA**  
Président de Paris Terres d'Envol  
Maire d'Aulnay-sous-Bois





## EUROFINS ANALYSES POUR L'ENVIRONNEMENT FRANCE SAS

### RAPPORT D'ANALYSE

**Dossier N° : 24E033912**

Version du : 14/03/2024

N° de rapport d'analyse : AR-24-LK-052864-01

Date de réception technique : 27/02/2024

Première date de réception physique : 26/02/2024

Référence Dossier : N° Projet : SGP

Nom Projet : LIGNE 16

Nom Commande : LIGNE 16\_02LBM\_QEP\_20240226

Référence Commande : 1510797633\_8767514/3/1

N° Echantillon

001

Référence client :

L16-1-02LB

M-CTX-EP-0

001

Matrice :

ESO

Date de prélèvement :

26/02/2024

Date de début d'analyse :

27/02/2024

Température de l'air de l'enceinte :

4,5°C

#### Analyses immédiates

LS001 : Mesure du pH

pH

\* 8.2

Température

°C

19.8

LS002 : Matières en suspension

mg/l

\* 110

(MES) par filtration

#### Indices de pollution

LS02L : Azote Nitrique / Nitrates (NO3)

Nitrates

mg NO3/l

\* 1.24

Azote nitrique

mg N-NO3/l

\* 0.28

LS02W : Azote Nitreux / Nitrites (NO2)

Nitrites

mg NO2/l

\* &lt;0.04

Azote nitreux

mg N-NO2/l

\* &lt;0.01

LS02I : Chlorures (Cl)

mg/l

\* 35.8

LS02T : Chrome VI

mg/l

\* &lt;0.01

LS02Z : Sulfates (SO4)

mg/l

\* 13.6

 LS04S : Carbone Organique Total  
(COT)

mg/l

▲ # 2.9

 LS046 : Organo Halogénés  
Adsorbables (AOX)

mg/l

▲ # 0.01

LS081 : Fluorures (F)

mg/l

\* 0.16

LS058 : Azote Kjeldahl (NTK)

mg N/l

\* &lt;0.5

LS065 : Indice phénol

µg/l

\* &lt;10

 LS064 : Cyanures aisément  
libérables

µg/l

\* &lt;10

DN226 : Cyanures totaux

µg/l

\* &lt;10

LS059 : Azote Global

mg N/l

0.29

(NO2+NO3+NTK)

Eurofins Analyses pour l'Environnement - Site de Saverne

5, rue d'Otterswiller - 67700 Saverne

Tél 03 88 911 911 - fax 03 88 916 531 - site web : www.eurofins.fr/env

SAS au capital de 1 832 800 € - APE 7120B - RCS SAVERNE 422 998 971

 ACCREDITATION  
N° 1 - 1488  
Portée disponible sur  
www.cofrac.fr

 Accusé de réception en préfecture  
093-200058097-20240913-2024-021-AU  
Date de télétransmission : 13/09/2024  
Date de réception préfecture : 13/09/2024

**RAPPORT D'ANALYSE**
**Dossier N° : 24E033912**

Version du : 14/03/2024

N° de rapport d'analyse : AR-24-LK-052864-01

Date de réception technique : 27/02/2024

Première date de réception physique : 26/02/2024

Référence Dossier : N° Projet : SGP

Nom Projet : LIGNE 16

Nom Commande : LIGNE 16\_02LBM\_QEP\_20240226

Référence Commande : 1510797633\_8767514/3/1

N° Echantillon

**001**

Référence client :

**L16-1-02LB  
M-CTX-EP-0**

Matrice :

**001**

Date de prélèvement :

**26/02/2024**

Date de début d'analyse :

**27/02/2024**

Température de l'air de l'enceinte :

**4.5°C**
**Métaux**

LS101 : Aluminium (Al)	mg/l	*	1.70
LS128 : Calcium (Ca)	mg/l	*	88.2
LS109 : Fer (Fe)	mg/l	*	0.84
LSKPN : Mercure	µg/l	*	<0.10
LS136 : Phosphore (P)	mg/l	*	0.092
LS151 : Antimoine (Sb)	µg/l	*	1.02
LS153 : Arsenic (As)	µg/l	*	1.25
LS154 : Baryum (Ba)	µg/l	*	48.3
LS158 : Cadmium (Cd)	µg/l	*	<0.20
DN223 : Chrome (Cr)	µg/l	*	2.80
LS162 : Cuivre (Cu)	µg/l	*	8.65
LS177 : Manganèse (Mn)	µg/l	*	72.7
LS178 : Molybdène (Mo)	µg/l	*	1.28
LS116 : Nickel (Ni)	µg/l	*	2.0
LS184 : Plomb (Pb)	µg/l	*	4.88
DN224 : Sélénium (Se)	µg/l	*	<0.50
LS112 : Zinc (Zn)	µg/l	*	323

**Hydrocarbures totaux**

LS308 : Indice hydrocarbures (C10-C40) – 4 tranches

Indice Hydrocarbures (C10-C40)	mg/l	*	0.204
HCT (nC10 - nC16) (Calcul)	mg/l		0.038
HCT (>nC16 - nC22) (Calcul)	mg/l		0.048
HCT (>nC22 - nC30) (Calcul)	mg/l		0.079
HCT (>nC30 - nC40) (Calcul)	mg/l		0.039

Eurofins Analyses pour l'Environnement - Site de Saverny

5, rue d'Otterswiller - 87700 Saverny

Tél 03 88 911 911 - fax 03 88 918 531 - site web : www.eurofins.fr/env

SAS au capital de 1 632 800 € - APE 7120B - RCS SAVERNE 422 998 971

 ACCREDITATION  
N° 1-1488  
Portée disponible sur  
www.cofrac.fr

 Accusé de réception en préfecture  
093-200058097-20240913-2024-021-AU  
Date de télétransmission : 13/09/2024  
Date de réception préfecture : 13/09/2024

## RAPPORT D'ANALYSE

**Dossier N° : 24E033912**

Version du : 14/03/2024

N° de rapport d'analyse : AR-24-LK-052864-01

Date de réception technique : 27/02/2024

Première date de réception physique : 26/02/2024

Référence Dossier : N° Projet : SGP

Nom Projet : LIGNE 16

Nom Commande : LIGNE 16\_02LBM\_QEP\_20240226

Référence Commande : 1510797633\_8767514/3/1

N° Echantillon

001

Référence client :

L16-1-02LB

M-CTX-EP-0

001

Matrice :

ESO

Date de prélèvement :

26/02/2024

Date de début d'analyse :

27/02/2024

Température de l'air de l'enceinte :

4.5°C

### Hydrocarbures totaux

LSL4E : Découpage 8 tranches HCT-CPG nC10 à

nC40 (%)

> C10 - C12 inclus (%)	%	5.79
> C12 - C16 inclus (%)	%	12.62
> C16 - C20 inclus (%)	%	16.18
> C20 - C24 inclus (%)	%	14.56
> C24 - C28 inclus (%)	%	20.33
> C28 - C32 inclus (%)	%	20.11
> C32 - C36 inclus (%)	%	8.79
> C36 - C40 exclus (%)	%	1.83

LS4L8 : Découpage 8 tranches HCT-CPG nC10 à

nC40 (mg/l)

C10 - C12 inclus	mg/l	0.012
> C12 - C16 inclus	mg/l	0.028
> C16 - C20 inclus	mg/l	0.033
> C20 - C24 inclus	mg/l	0.030
> C24 - C28 inclus	mg/l	0.041
> C28 - C32 inclus	mg/l	0.041
> C32 - C36 inclus	mg/l	0.018
> C36 - C40 inclus	mg/l	<0.004

### Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (HAPs)

LSRHB : Naphthalène	µg/l	*	<0.01
LSRHC : Acénaphthylène	µg/l	*	<0.01
LSRHD : Acénaphthène	µg/l	*	<0.01
LSRH1 : Fluorène	µg/l	*	0.02
LSRH2 : Phénanthrène	µg/l	*	<0.01
LSRH3 : Anthracène	µg/l	*	<0.01

Eurofins Analyses pour l'Environnement - Site de Saverne

5, rue d'Otterswiller - 67700 Saverne

Tél 03 88 911 911 - fax 03 88 916 531 - site web : www.eurofins.fr/env

SAS au capital de 1 632 800 € - APE 7120B - RCS SAVERNE 422 998 971

ACCREDITATION

N° 1 - 1488

Portée disponible sur

www.cofrac.fr



Accusé de réception en préfecture  
093-200058097-20240913-2024-021-AU  
Date de télétransmission : 13/09/2024  
Date de réception préfecture : 13/09/2024

**RAPPORT D'ANALYSE**
**Dossier N° : 24E033912**

Version du : 14/03/2024

N° de rapport d'analyse : AR-24-LK-052864-01

Date de réception technique : 27/02/2024

Première date de réception physique : 26/02/2024

Référence Dossier : N° Projet : SGP

Nom Projet : LIGNE 16

Nom Commande : LIGNE 16\_02LBM\_QEP\_20240226

Référence Commande : 1510797633\_8767514/3/1

N° Echantillon

**001**

Référence client :

**L16-1-02LB  
M-CTX-EP-0**
**001**

Matrice :

**ESO**

Date de prélèvement :

**26/02/2024**

Date de début d'analyse :

**27/02/2024**

Température de l'air de l'enceinte :

**4.5°C**
**Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (HAPs)**

LSRH4 : Fluoranthène	µg/l	*	0.02
LSRH5 : Pyrène	µg/l	*	0.03
LSRH6 : Benzo(a)-anthracène	µg/l	*	0.01
LSRH7 : Chrysène	µg/l	*	0.02
LSRH8 : Benzo(b)fluoranthène	µg/l	*	<0.01
LSRH9 : Benzo(k)fluoranthène	µg/l	*	<0.01
LSRH0 : Benzo(a)pyrène	µg/l	*	0.0579
LSRHA : Dibenzo(a,h)anthracène	µg/l	*	<0.01
LSRHE : Benzo(ghi)Pérylène	µg/l	*	<0.01
LSRHF : Indeno (1,2,3-cd) Pyrène	µg/l	*	<0.01
LSFF8 : Somme des HAP 16	µg/l		0.18

**Composés Volatils**

LS11M : Dichlorométhane	µg/l	*	<5.00
LS11J : Chloroforme	µg/l	*	<2.00
LS11N : Tetrachlorométhane	µg/l	*	<1.00
LS11P : Trichloroéthylène	µg/l	*	<1.00
LS11L : Tetrachloroéthylène	µg/l	*	<1.00
LS11R : 1,1-Dichloroéthane	µg/l	*	<2.00
LS10I : 1,2-Dichloroéthane	µg/l	*	<1.00
LS11K : 1,1,1-Trichloroéthane	µg/l	*	<2.00
LS11Q : 1,1,2-Trichloroéthane	µg/l	*	<5.00
LS10J : cis 1,2-Dichloroéthylène	µg/l	*	<2.00
LS10M :	µg/l	*	<2.00
Trans-1,2-dichloroéthylène			
LS10H : Chlorure de vinyle	µg/l	*	<0.50
LS12E : 1,1-Dichloroéthylène	µg/l	*	<2.00

Eurofins Analyses pour l'Environnement - Site de Saverne  
5, rue d'Oterswiller - 67700 Saverne  
Tél 03 88 911 911 - fax 03 88 916 531 - site web : www.eurofins.fr/env  
SAS au capital de 1 632 800 € - APE 7120B - RCS SAVERNE 422 998 971

ACCREDITATION  
N° 1- 1488  
Portée disponible sur  
www.cofrac.fr



Accusé de réception en préfecture  
093-200058097-20240913-2024-021-AU  
Date de télétransmission : 13/09/2024  
Date de réception préfecture : 13/09/2024

## RAPPORT D'ANALYSE

**Dossier N° : 24E033912**

Version du : 14/03/2024

N° de rapport d'analyse : AR-24-LK-052864-01

Date de réception technique : 27/02/2024

Première date de réception physique : 26/02/2024

Référence Dossier : N° Projet : SGP

Nom Projet : LIGNE 16

Nom Commande : LIGNE 16\_02LBM\_QEP\_20240226

Référence Commande : 1510797633\_8767514/3/1

N° Echantillon

**001**

Référence client :

**L 16-1-02LB**
**M-CTX-EP-0**
**001**

Matrice :

**ISO**

Date de prélèvement :

26/02/2024

Date de début d'analyse :

27/02/2024

Température de l'air de l'enceinte :

4.5°C

### Composés Volatils

LS10C : Bromochlorométhane	µg/l	*	<5.00
LS10P : Dibromométhane	µg/l	*	<5.00
LS12B : Bromodichlorométhane	µg/l	*	<5.00
LS12C : Dibromochlorométhane	µg/l	*	<2.00
LS10V : 1,2-Dibromoéthane	µg/l	*	<1.00
LS12D : Bromoforme (tribromométhane)	µg/l	*	<5.00
LS11B : Benzène	µg/l	*	<0.50
LS10Z : Toluène	µg/l	*	<1.00
LS11C : Ethylbenzène	µg/l	*	<1.00
LS11A : o-Xylène	µg/l	*	<1.00
LS11D : Xylène (méta-, para-)	µg/l	*	<1.00
LSFET : Somme des 19 COHV	µg/l		13.3

### Sous-traitance

**IX190 : Test Daphnies 24 heures**

Prestation soustraillée à EUROFINS ECOTOXICOLOGIE FRANCE  
COFRAC ESSAIS 1-5375

Inhibition mobilité Daphnia magna 24h (%)	% (CE 50)	*	aucune immobilisation
Inhibition mobilité Daphnia magna après 24 heures	Equitox/m³	*	<1.1

### Sous-traitance

IV039 : Demande Chimique en Oxygène (ST-DCO)	mg O2/l	*	16.1
Prestation soustraillée à Eurofins Hydrologie Ile de France SAS COFRAC ESSAIS 1-2024			
IV040 : Demande biochimique en oxygène (DBO5)	mg O2/l	*	3.08

Eurofins Analyses pour l'Environnement - Site de Saverne  
5, rue d'Otterswiller - 87700 Saverne  
Tél 03 88 911 911 - fax 03 88 916 531 - site web : [www.eurofins.fr/env](http://www.eurofins.fr/env)  
SAS au capital de 1 832 800 € - APE 7120B - RCS SAVERNE 422 998 971

ACCREDITATION  
N° 1 - 1498  
Portée disponible sur  
[www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr)



Accusé de réception en préfecture  
093-200058097-20240913-2024-021-AU  
Date de télétransmission : 13/09/2024  
Date de réception préfecture : 13/09/2024

## RAPPORT D'ANALYSE

**Dossier N° : 24E033912**

Version du : 14/03/2024

N° de rapport d'analyse : AR-24-LK-052864-01

Date de réception technique : 27/02/2024

Première date de réception physique : 26/02/2024

Référence Dossier : N° Projet : SGP

Nom Projet : LIGNE 16

Nom Commande : LIGNE 16\_02LBM\_QEP\_20240226

Référence Commande : 1510797633\_8767514/3/1

N° Echantillon

**001**

Référence client :

**L16-1-02LB  
M-CTX-EP-0**

Matrice :

**001**

Date de prélèvement :

**ESO**  
26/02/2024

Date de début d'analyse :

27/02/2024

Température de l'air de l'enceinte :

4.5°C

**Sous-traitance**

 Prestation soustraite à Eurofins Hydrologie Ile de  
France SAS COFRAC ESSAIS I-2024

**Sous-traitance**

IVJ42 : Rapport de

6.28

biodegradabilité DCO/DBO5

 Eurofins Analyses pour l'Environnement - Site de Saverne  
5, rue d'Otterswiller - 67700 Saverne  
Tél 03 88 911 911 - fax 03 88 916 531 - site web : www.eurofins.fr/env  
SAS au capital de 1 632 800 € - APE 7120B - RCS SAVERNE 422 998 971

 ACCREDITATION  
N° 1-1488  
Portée disponible sur  
www.cofrac.fr

 Accusé de réception en préfecture  
093-200058097-20240913-2024-021-AU  
Date de télétransmission : 13/09/2024  
Date de réception préfecture : 13/09/2024